

"Nouveau gouvernement tchécoslovaque" dans Luxemburger Wort (26 février 1948)

Légende: Le 26 février 1948, le quotidien Luxemburger Wort commente les événements du "coup de Prague" qui assure aux communistes tchécoslovaques la prééminence au sein du gouvernement de Klement Gottwald au détriment des démocrates menés par Jan Masaryk.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 26.02.1948, n° 57; 101e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Neue tschechoslowakische Regierung", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/nouveau_gouvernement_tchecoslovaque_dans_luxemburger_wort_26_fevrier_1948-fr-0583a309-7f2b-4b2b-a193-6281604c1f6b.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Nouveau gouvernement tchécoslovaque

Le président Beneš accepte les propositions de Gottwald sous la pression de manifestations communistes et de menaces de grève

PRAGUE, le 26 fév. La crise gouvernementale en Tchécoslovaquie s'est achevée hier soir avec la constitution d'un cabinet majoritairement communiste dirigé par le Premier ministre Gottwald. Le président Beneš est finalement déclaré prêt à accepter la démission des douze ministres qui avaient été à l'origine de la crise vendredi dernier. Après avoir accepté la démission de deux autres ministres qui ne plaisaient pas à Gottwald, il a souscrit à la liste de ministres présentée par ce dernier. Le discours radiophonique du président de l'État, annoncé à plusieurs reprises, n'a toujours pas eu lieu. Le parlement est maintenu et il ne sera probablement pas dissous officiellement d'ici les prochaines élections, dont la date n'a pas encore été fixée. Gottwald a apparemment obtenu tout ce qu'il voulait, avec des moyens qu'il qualifie de strictement constitutionnels. Globalement, sa procédure était effectivement légale aux termes de la loi, mais les canons de fusil de la police de sécurité du ministère de l'Intérieur communiste constituaient depuis lundi matin une menace évidente, qui laissait entrevoir les méthodes que Gottwald était prêt à utiliser pour imposer ses revendications par la force si nécessaire.

Les manifestations des communistes et des syndicats, qui se succèdent sans interruption depuis vendredi soir, ont atteint hier leur apogée avec le défilé de plus de 50 000 personnes sur la place Wenzel au centre de Prague. À 16 h 00, la place était remplie de manifestants. Une demi-heure plus tard, le Premier ministre Gottwald s'est rendu au Palais du Président accompagné du dirigeant du syndicat communiste Antonín Zápotocký et du ministre de l'Intérieur Vaclav Nosek. Au même moment, une édition spéciale du journal communiste *Rude Pravo* a été distribuée dans les rues, en annonçant: «si les revendications de Gottwald ne sont pas satisfaites, la grève générale sera déclenchée».

La journée s'est achevée avec le défilé de 8 000 ouvriers armés sur la place Wenzel, qui ont été qualifiés de gardiens d'usine et qui ont soi-disant participé à une manifestation déjà prévue auparavant.

Les nouveaux ministres sont les suivants: vice-Premier ministres: Antonin Zápotocký (communiste), Bohumil Lauřman (social-démocrate) et Wilhelm Široký (communiste slovaque); ministre des Affaires étrangères: Antonin Gregor (appartenance politique encore inconnue); ministre de l'Industrie: Zdenek Fierlinger (social-démocrate); ministre des Transports: Lois Petr (parti populaire catholique); ministre de la Poste: Alois Neumann (socialiste du peuple); ministre des Affaires sociales: Evjen Erban (social-démocrate et secrétaire général de l'union syndicale); ministre de la Santé: Josef Plojhar (parti populaire catholique); ministre des Travaux publics: Amanuel Šlechta (socialiste du peuple); ministre de la Coordination: Vavro Srobar (partisan du parti unique slovaque); ministre de la Justice: Alexej Cepicka (communiste, jusqu'ici ministre du Commerce intérieur); ministre du Commerce intérieur: František Krajeř (communiste); secrétaire d'État à la défense nationale: Jan Sevník (démocrate slovaque).

Hormis les deux hommes politiques sans appartenance politique, c'est-à-dire le ministre des Affaires étrangères Jan Masaryk et le ministre de la Défense le général Ludvík Svoboda, les anciens membres du gouvernement communiste, à savoir le ministre de l'Intérieur Vaclav Nosek, le ministre des Finances Jaromír Dolanský, le ministre de l'Information Vaclav Kopecký, le ministre de l'Agriculture Julius Duris, le ministre de l'Éducation Zdenek Nejedlý (jusqu'ici ministre des Affaires sociales) et le ministre de l'Alimentation Ludmila Jankowcowa (jusqu'ici ministre de l'Industrie) restent en fonction.

Le nouveau cabinet comprend ainsi douze communistes, quatre sociaux-démocrates, deux socialistes du peuple, deux membres du parti populaire catholique, un démocrate slovaque et deux hommes politiques sans étiquette. Neuf des douze communistes appartiennent au parti communiste tchèque et les trois restants au parti slovaque. L'ancien cabinet se composait de six communistes tchèques, trois communistes slovaques, quatre socialistes du peuple, trois sociaux-démocrates, quatre membres du parti populaire catholique, quatre démocrates slovaques et deux hommes politiques sans étiquette. On a appris ce matin que les membres du nouveau cabinet appartenant au parti des socialistes du peuple ou au parti populaire catholique auraient été exclus de leur parti.

Le fait que le nouveau gouvernement communiste ait exigé le contrôle du ministère de la Justice, qui était jusqu'à présent sous la direction du socialiste du peuple et anticommuniste Dr Dřtina, revêt une importance particulière pour la suite des événements. Des sources non confirmées font état d'arrestations de hauts fonctionnaires de la Justice. Quoiqu'il en soit, avec les ministères de la Justice et de l'Intérieur sous leur tutelle, les communistes contrôlent totalement l'opposition politique. Des observateurs étrangers à Londres sont conscients que le président Beneš a certes préservé l'enveloppe externe de la démocratie, mais que la résolution de la crise équivaut dans la pratique à une victoire des communistes.

Le fait que Jan Masaryk reste ministre des Affaires étrangères est toutefois considéré comme un signe que tout n'a pas été confié aux communistes, car Masaryk, qui est sans étiquette, entretient de bons rapports avec les démocraties occidentales et a souvent mis les communistes dans une situation embarrassante par des attitudes tranchées.

Les étudiants de Prague ont tenté hier soir de marcher sur Hradachin pour rendre hommage au président Beneš et en signe de protestation contre les défilés communistes. La police a empêché les étudiants d'organiser leur contre-manifestation et a emprisonné 50 d'entre eux. Plus de 10 000 étudiants s'étaient rassemblés sur la place de l'ancienne université de Charles, afin de se joindre au cortège de manifestants.

Tard dans la soirée, on pouvait noter une décrispation de la situation dans les rues de Prague. Dans l'industrie et chez les autorités, les fameux comités d'action semblaient toutefois poursuivre sans relâche leur «action de nettoyage».

À Waldhaus près de Passau à la frontière germano-tchécoslovaque, la police allemande a arrêté hier trois hommes qui se sont présentés comme des hommes politiques du parti populaire catholique tchécoslovaque en fuite devant le communisme. Ils ont été remis au service de contre-espionnage de l'armée américaine. Leurs noms n'ont pas été divulgués.